



**ATTENTION**

**MERCI DE VOUS RENDRE  
CALMEMENT VERS LA SORTIE  
DE SECOURS LA PLUS PROCHE**

# L'Euro 2016

## sous haute sécurité

Du 10 juin au 10 juillet prochains, la France accueillera la phase finale du championnat d'Europe de football. Cette 15<sup>e</sup> édition, d'une ampleur sans précédent, a été anticipée de longue date par les acteurs de la sécurité et du secours. Dans les 10 villes-hôtes de la compétition, des dispositifs sécuritaires interservices, fruits d'une analyse des risques rigoureuse, seront mis en place. Alors que les attentats du 13 novembre 2015 en Île-de-France avaient déjà entraîné un renforcement de certaines mesures, les attentats commis à Bruxelles le 22 mars dernier ont ramené le dossier de la sécurité de l'Euro sur le devant de la scène. Le point à quelques semaines du coup d'envoi...

Texte **Eric Leroy-Terquem**  
Photos **Stéphane Gautier**

Grâce à la présence d'un poste de commandement opérationnel dans les stades lors des matches de l'Euro, les services de sécurité et de secours pourront réagir immédiatement en cas de crise.





C'est le troisième plus grand événement sportif mondial après les Jeux olympiques et la Coupe du monde de football. Pour cette 15<sup>e</sup> édition de l'Euro, l'Union européenne des associations de football (UEFA) a vu les choses en grand. Ce ne sont pas 16 mais 24 équipes qui vont s'affronter lors de la phase finale.

Au programme : 51 matches – soit 20 de plus qu'en 2012 –, 2,5 millions de spectateurs attendus dans les stades et environ 10 millions dans les « fan zones » (voir SPF – le mag d'avril). C'est l'une des particularités de cette édition. Mis en place en France pour la première fois, ces espaces officiels de retransmission publique des matches, où pourront se rassembler les supporters n'ayant pas obtenu de billets pour accéder aux stades, vont entraîner de très importantes concentrations de population : de 10 000 à 120 000 personnes (selon les sites retenus) dans chacune des dix villes-hôtes de la compétition.

Dans ce contexte de grands rassemblements de personnes, les acteurs de la sécurité et du secours se préparent à faire face aux lourdes conséquences que pourraient entraîner des accidents,

**Exercice de sécurité civile interservices au stade Matmut-Atlantique de Bordeaux, en Gironde.**

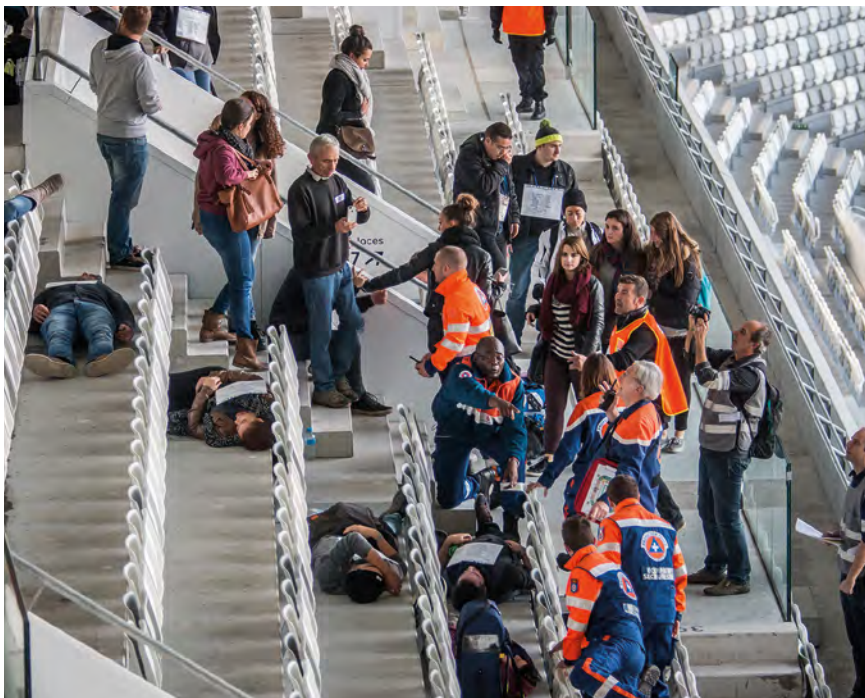
**Scénario de l'exercice : une bagarre entraîne un mouvement de foule aux conséquences graves.**

des troubles causés par des supporters et, surtout, des attentats terroristes.

### Une dynamique interservices

Au niveau national, le dispositif sécuritaire de l'Euro 2016 a été préparé dans une dynamique de coordination des services de sécurité civile et de sécurité publique, sous l'égide du

délégué interministériel aux grands événements sportifs (Diges), le préfet Nicolas Desforges. Dès juillet 2010, un guide de préparation et de gestion des grands événements adressé aux préfets a présenté une conception nationale des dispositifs à mettre en œuvre localement. Dans les départements concernés, ce texte s'est

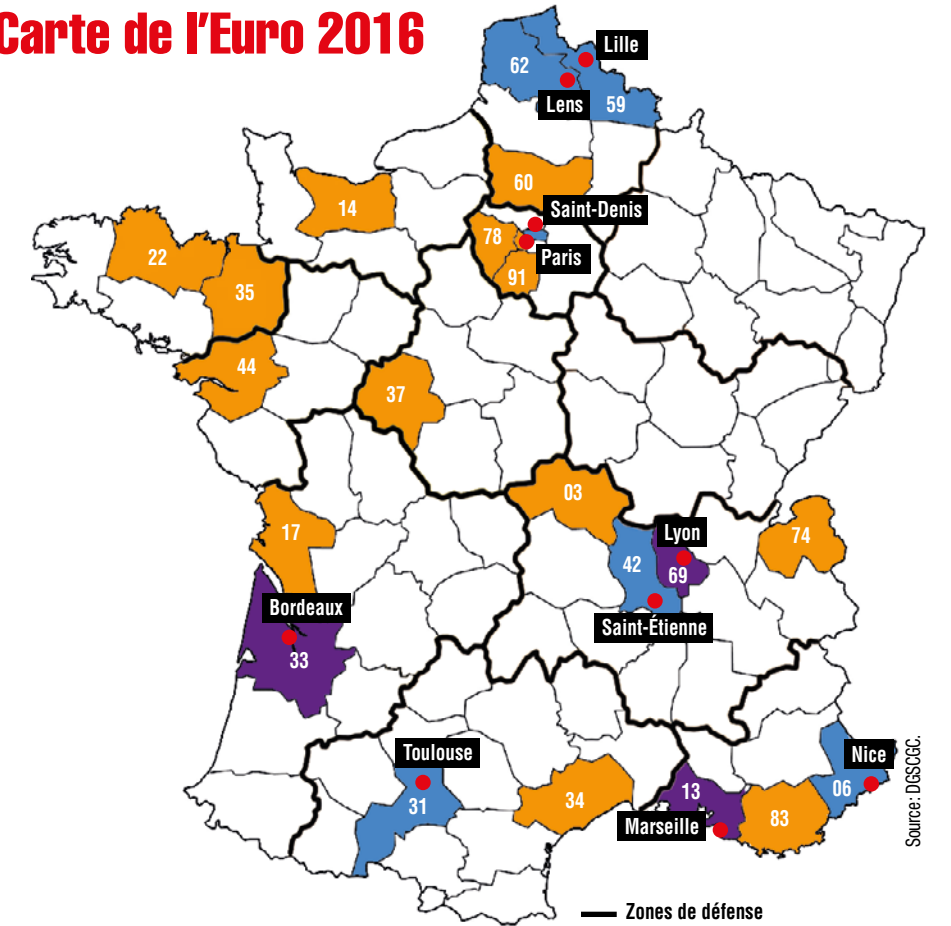


traduit par la constitution de comités de pilotage interservices et de groupes de travail thématiques – santé-secours, mobilité et accompagnement.

Plus récemment, une instruction datant de septembre 2014 a donné les grandes lignes relatives à la conception des postes de commandement et à la remontée d'informations. « L'objectif était d'avoir une organisation cohérente et des appellations identiques au niveau national », explique Luc Presson, coordinateur national Sécurité civile pour les grands événements sportifs. Dans les villes-hôtes, on aura un poste de commandement opérationnel (PCO) au stade, un autre au niveau de la « fan zone », et éventuellement sur des points sensibles tels que les gares et les aéroports. Ces PCO feront remonter les informations au poste central de commandement de site (PC2S) qui sera localisé soit au niveau du COD soit sur un autre site. »

À Saint-Étienne, par exemple, le PC2S sera localisé en centre-ville « à proximité du stade et de la « fan zone », précise le colonel Yves Bussièrre, correspondant Euro pour le Sdis 42. De cette façon, nous garderons les locaux du COD libres, en cas d'événement non lié à l'Euro. » À Lyon, c'est depuis le COD que seront pilotés les différents PCO. « Les PCO du stade et de la « fan zone » seront activés systématiquement en cas de match. Et, selon les flux de supporters, deux autres PCO situés à l'aéroport Saint-Exupéry et à la gare Part-Dieu pourront être activés par le préfet », indique le colonel

## Carte de l'Euro 2016



- Zones de défense
- Départements villes-hôtes.
- Départements camps de base.
- Départements villes-hôtes et camps de base.

Paris : Parc des Princes, 45 000 places / FZ 110 000.  
 Saint-Denis : Stade de France, 80 000 places / FZ 13 000.  
 Lille : Stade Pierre Mauroy, 50 000 places / FZ 25 000.  
 Lens : Stade Bollaert-Delelis, 35 000 places / FZ 10 000.  
 Lyon : Parc Olympique lyonnais, 58 000 places / FZ 27 000.  
 Saint-Étienne : Stade Geoffroy Guichard, 42 000 places / FZ 30 000.  
 Bordeaux : Stade Matmut-Atlantique, 42 000 places / FZ 60 000.  
 Toulouse : Stade Ernest-Wallon, 33 000 places / FZ 12 000.  
 Marseille : Stade vélodrome, 67 000 places / FZ 80 000.  
 Nice : Stade Allianz Riviera, 35 000 places / FZ 10 000.

Bertrand Kaiser, directeur adjoint du Service départemental-métropolitain d'incendie et de secours (SDMIS).

### Une implication de l'échelon zonal

En cas d'événement particulier, les informations transiteront de façon ascendante vers le centre opérationnel

## Ziad Khoury,

directeur de la sûreté et de la sécurité d'Euro 2016

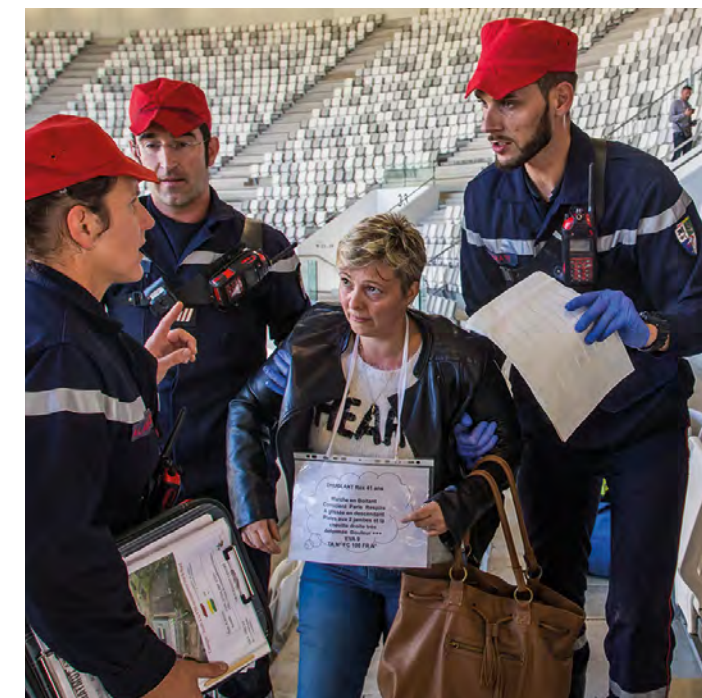


Marthe Lemelle

« Un dialogue constant et confiant avec les sapeurs-pompiers. »

« Dès le début de la préparation de l'Euro, nous avons prévu des plans de sécurité très robustes. Après les attentats de 2015, nous avons gardé la même stratégie, tout en optant pour un renforcement quantitatif – avec davantage de stadiers et d'agents de sécurité dans les camps de base – mais aussi qualitatif, notamment au niveau des contrôles d'accès. À la suite des attentats de Bruxelles, notre dispositif est resté stable. Il faut savoir que notre travail est relié à une analyse des risques et non aux événements au jour le jour. Nous avons

beaucoup travaillé avec les sapeurs-pompiers au sein des groupes de travail santé-secours. Dans le cadre de la réactualisation des plans Orsec stade, les accès et les flux ont été revus en concertation avec eux. Pour toute la partie réglementation incendie, le dialogue a également été constant et confiant. »





de zone (Coz), puis vers le centre opérationnel de gestion interministérielle des crises (Cogic) et enfin vers le centre interministériel de crise (CIC). Les zones de défense serviront d'interface pour la remontée d'informations et auront aussi un rôle à jouer dans la coordination de l'action sur le terrain.

Dans la zone Sud, où se trouvent trois villes-hôtes (Marseille, Nice et

Toulouse), le lieutenant-colonel Jean-Jacques Bozabalain, chef d'état-major interministériel de zone, explique qu'« une réflexion zonale a été menée sur la coordination et la mutualisation des moyens tout au long de l'Euro, tout en gardant à l'esprit qu'il fallait aussi garder la capacité d'intervenir sur une situation exceptionnelle en parallèle de la compétition, que ce soit

## Les acteurs de l'Euro sensibilisés au risque NRBC



La thématique d'attentats à composante NRBC était au centre de nombreux exercices organisés dans les stades des villes-hôtes.

Le Centre national civil et militaire de formation et d'entraînement NRBC (CNCMFE NRBC) a mis en place fin 2014 un dispositif national de préparation à l'Euro 2016, concernant spécifiquement les risques et les menaces NRBC. Destiné à l'ensemble des acteurs concernés par la manifestation – services publics, municipalités, Euro 2016 SAS, consortium des stades, partenaires et associations –, ce dispositif s'est traduit par des journées de sensibilisation animées dans les villes-hôtes, par des formations sur le management et la coordination opérationnelle en situation de crise NRBC et par des entraînements interministériels zonaux. Le commandant André Chevallier, chef du service Études et Prospective du CNCMFE, souligne l'intérêt de « travailler en interservices sur des scénarios très complexes, tels que les crises NRBC. Cela permet de s'entraîner à faire face à tout type de situation. Et au final, qui peut le plus peut le moins. »



Composante essentielle de la sécurité dans les stades : la vidéosurveillance.

un feu de forêt, une inondation ou un accident industriel ».

Dans la zone Nord, où se trouvent deux villes-hôtes (Lille et Lens), « le chef d'état-major a souhaité qu'un représentant de chaque département de la zone soit présent au Coz – qui sera activé tous les jours de match – au cas où des renforts zonaux devaient être déployés », note le colonel Didier Largillière, chef de la sous-direction opérationnelle du Sdis 62. Dans la zone Ouest, aucun match de la compétition ne sera joué. En revanche, du fait de la présence de six camps de base (sites d'hébergement et d'entraînement des équipes) dans la zone, l'ensemble des préfetures et des Sdis ont été sensibilisés. « On s'attend à un afflux de spectateurs important pour les matches d'entraînement avant le début de la compétition. Le Coz sera donc en pré-alerte », rapporte le colonel Patrick Bauthéac, chef d'état-major interministériel de la zone Ouest.

Au sommet de la chaîne de commandement, le CIC sera activé de façon anticipée pendant toute la durée de l'Euro, « a priori en veille hors match, et activé lors des matches ainsi qu'en cas de crise », précise le colonel Olivier Leroux, chef du Bureau de la planification, des exercices et du retour d'expériences (Bpere) par intérim. Un important travail d'anticipation et de préparation de la réponse de l'État a été mené,

notamment lors d'un exercice national dédié à l'Euro conduit en 2015, qui a permis de renforcer la coordination interministérielle au sein du CIC ». Aux niveaux zonal et départemental, de nombreux exercices et entraînements sur le thème de l'Euro ont été organisés au cours des derniers mois. Dans les Alpes-Maritimes, par exemple, un exercice sur la thématique d'un

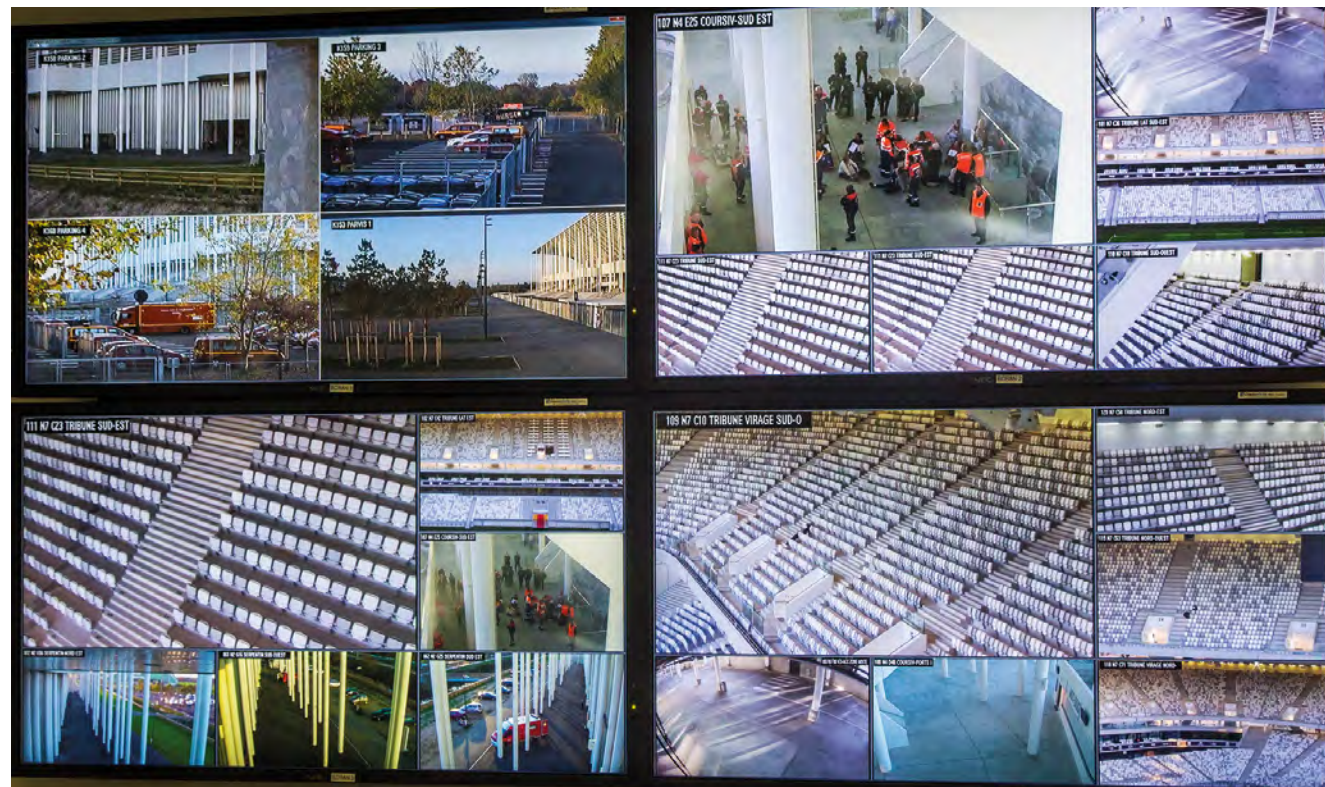
attentat à composante radiologique a été mené au Stade Allianz Riviera de Nice, le 8 mars dernier. Le sous-préfet François-Xavier Lauch confirme l'intérêt de ces rencontres préparatoires : « Cela a permis à tous les acteurs de s'approprier les lieux, de bien intégrer les axes de circulation et de roder les réflexes. C'est également très enrichissant au niveau de la connaissance interpersonnelle. En cas

Objectif des exercices : apprendre à travailler en interservices sur des scénarios complexes.

de crise, le fait que le chef du PCO connaisse le commandant des opérations de secours et le commandant des opérations de police, qu'il se soit déjà entraîné avec eux, est un véritable atout ».

### Sur le terrain

Pendant la compétition, en fonction des sites, la sécurité sera prise en charge par différents acteurs : hors



## Un DPS\* organisé par l'UDSP 31

Lors des quatre matches de l'Euro qui se tiendront au stade Ernest-Wallon de Toulouse, les DPS\* seront constitués par l'union départementale des sapeurs-pompiers de Haute-Garonne (UDSP 31). « Nous sommes déjà habitués à organiser des DPS pour les matches du Toulouse Football Club et de Colomiers Rugby, explique Yohan Visentin, le président de l'union départementale de Haute-Garonne. C'est surtout une façon de récompenser nos sapeurs-pompiers en leur donnant l'opportunité de prendre part à cet événement mondial. Il y a un objectif d'échanges, de plaisir et aussi de mixité au niveau régional. » L'UDSP 31 a en effet offert la possibilité à tous les sapeurs-pompiers de la région Midi-Pyrénées d'intégrer le DPS. Une centaine de secouristes ont été mobilisés. Ils seront 56 dans le stade à chaque match.

\* Dispositif prévisionnel de secours.

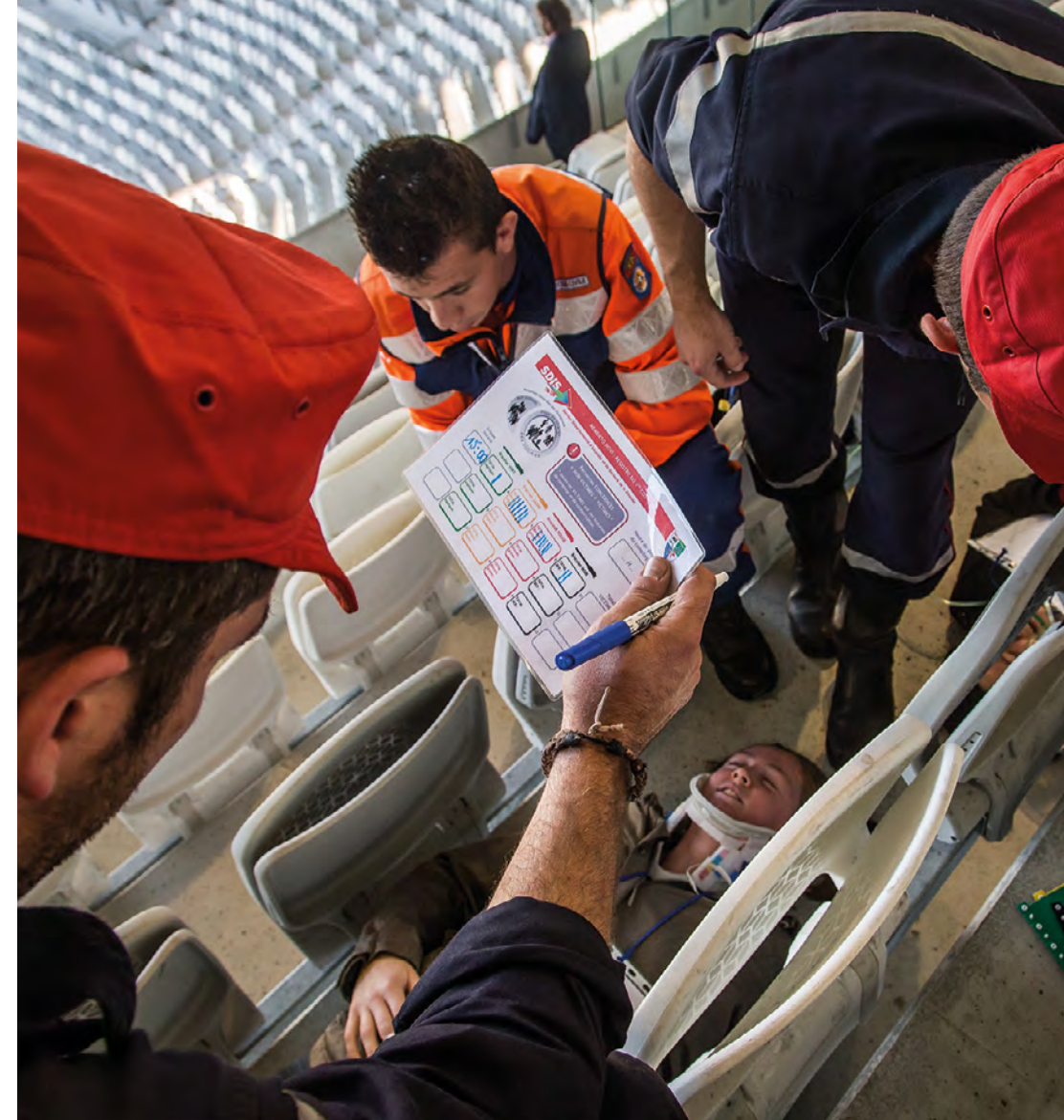




DGSCGC. Les personnels des Formisc seront également mobilisés pour assurer des missions de détection et d'intervention NRBC aux abords de certains stades, ainsi que dans les camps de base et les hôtels de transfert. Quant aux moyens aériens, « nos services n'ont pas encore été sollicités, mais il est très probable que des hélicoptères, et éventuellement des avions, soient engagés », ajoute Gilles Prieto.

### Un renforcement des mesures

En ce qui concerne les forces de sécurité publique, « les effectifs ne seront pas standardisés. Tout dépendra des décisions prises par les préfets, rapporte Ziad Khoury, directeur de la sûreté et de la sécurité d'Euro 2016 SAS. Quant aux agents de sécurité privée, on en comptera entre 650 et 1 300 par stade les jours de match. » Compte tenu du besoin élevé d'agents pour assurer l'ordre en même temps dans les stades et les « fan zones », le manque de personnel est devenu un sujet de préoccupation des élus locaux. Pour répondre à la tension en matière de recrutement, une certification de qualification professionnelle (CQP) relative à la surveillance de grands événements, a été créée par arrêté le 18 janvier 2016. Elle permet aux candidats de se former plus rapidement. À la suite des attentats du 13 novembre 2015, certaines mesures de sécurité ont été renforcées : en plus des trois niveaux de contrôle des supporters prévus à



**En cas de crise, les sapeurs-pompiers prendront le relais des dispositifs prévisionnels de secours (DPS).**

l'entrée des stades par Euro 2016 SAS, un dispositif de pré-filtrage sera installé en amont par les services de l'État. Du côté des « fan zones », « le débat qui concernait la filtration de ces espaces a définitivement cessé le 13 novembre dernier, rappelle

le colonel Maxence Jouannet. Les « fan zones » seront bien fermées et filtrées. » Une instruction interministérielle publiée le 22 février 2016 a en effet renforcé les prescriptions en matière de sécurité dans les « fan zones » : palpations systématiques à l'entrée, interdiction d'entrer avec des sacs volumineux et mise en œuvre d'un dispositif de vidéo-protection financé en partie par l'État. Le texte a également précisé que « les zones « grands écrans » [à distinguer des « fan zones »] ne pourront être organisées dans l'espace public ouvert, mais dans des espaces clos et dont l'accès sera contrôlé ». À quelques semaines du match d'ouverture, tous les acteurs de la sécurité et du secours sont dans les starting-blocks. Objectif : concilier le caractère festif et populaire de la manifestation avec les impératifs de sécurité. Pour ce qui est du sport, tout commencera sur la pelouse du Stade de France, le 10 juin, à 21 heures. À l'affiche : France-Roumanie. ■

\*À l'exception de l'Île-de-France, où la sécurité sera coordonnée par la préfecture de Police de Paris.

contexte de crise, elle sera gérée par l'organisateur Euro 2016 SAS dans les stades, et par les collectivités territoriales dans les « fan zones ». Le maintien de l'ordre sera confié à des agents de sécurité privés, et les secours à des dispositifs prévisionnels de secours (DPS). Ce n'est qu'en cas de crise que les forces publiques prendront le relais. Un type d'organisation qui a déjà fait ses preuves, ainsi que le souligne le colonel Maxence Jouannet, chargé de mission grands événements à la DGSCGC et auprès du Diges : « Lors des attentats du 13 novembre au Stade de France, la présence d'un PCO au sein du bâtiment a prouvé tout son intérêt : à la suite des premières explosions, sous les conseils de l'officier sapeur-pompier qui était présent, le président de la République a fait le choix de ne pas évacuer le stade. Cette décision a été déterminante. » À proximité immédiate des stades seront prépositionnés des détachements de sécurité civile. Constitués par les moyens des Sdis et des Forces militaires de la sécurité civile (Formisc), ces détachements ont vocation à répondre

à deux objectifs : déclencher rapidement un plan nombreuses victimes (Novi) et faire face à un attentat à composante nucléaire, radiologique, bactériologique ou chimique (NRBC). Au niveau des centres de secours se trouvant à proximité des stades, certains Sdis ont prévu des renforts en personnel et en matériel pour les jours de match. C'est le cas dans la Loire, où « une augmentation du personnel en astreinte dans les centres volontaires de deuxième périphérie a aussi été prévue, ajoute le colonel Didier Largillière. Nous allons également renforcer le CTA-Codis. Nous recherchons actuellement des interprètes dans les langues des équipes qui joueront à Saint-Étienne ». En plus des moyens des Sdis, d'autres forces de sécurité civile interviendront sous l'autorité du détachement central interministériel d'intervention technique (DCI-IT), le coordinateur de l'ensemble des services de sécurité\*. Les services de déminage, notamment, interviendront dans les stades, les « fan zones », les camps de base et les hôtels de transfert, avant l'arrivée du public et des équipes.

**À proximité immédiate des stades, des moyens seront prépositionnés par les Sdis pour mettre en œuvre un plan nombreuses victimes le plus rapidement possible.**

« Soixante-quatre démineurs, soit environ un cinquième de l'effectif national, seront mobilisés pendant la compétition. Nous n'aurons donc pas à faire appel à des démineurs étrangers en renfort », indique Gilles Prieto, sous-directeur des moyens nationaux à la

## Prévention incendie : un rappel aux préfets

Une note d'information sur la prévention incendie dans le cadre de l'Euro 2016, rédigée par la DGSCGC, a été transmise aux préfets le 20 mai 2015. « L'objectif était de mettre l'accent sur la prévention incendie dans les établissements recevant du public autour des stades et des « fan zones », en rappelant une série de points de vigilance : notamment la conformité des installations électriques et le libre accès de l'ensemble des dégagements, indique le commandant Olivier Masson, chargé de mission au Bureau de la réglementation incendie et des risques courants (Brirc). Pour les zones hors bâti, nous avons insisté sur le bon fonctionnement des moyens de défense contre l'incendie, les consignes de surveillance, la définition des axes permettant l'arrivée des secours et sur le maintien d'un niveau de desserte et d'accessibilité compatible avec les interventions courantes. »

